

MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE

AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
À GENÈVE

36, ROUTE DE PREGNY
1292 CHAMBÉSY

JNL/cd

N° 2015-639253

La Mission Permanente de la France auprès des Nations Unies et des Organisations Internationales à Genève présente ses compliments au Haut Commissariat aux droits de l'Homme et a l'honneur de lui faire connaître la composition de la délégation à l'occasion de l'examen du 5^{ème} rapport périodique de la France devant le Comité des droits de l'Homme (Genève, 10 juillet 2015) :

- **M. François ALABRUNE**, Ministère des Affaires étrangères et du développement international, Directeur des affaires juridiques, Chef de la délégation ;

- **M. Gilles CLAVREUL**, Préfet, Délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ;

- **Mme Gaëlle SMIROU**, Ministère de l'intérieur ;

- **Mme Frédérique DOUBLET**, Ministère de l'intérieur, Chef du Département du droit d'asile et de la protection, service de l'asile ;

- **Mme Florence MERLOZ**, Ministère des Affaires étrangères et du développement international, Direction des affaires juridiques, Sous-Directrice des droits de l'Homme ;

- **Mme Mathilde JANICOT**, Ministère des Affaires étrangères et du développement international, Direction des affaires juridiques, Rédactrice à la Sous-Direction des droits de l'Homme ;

- **M. Rodolphe FERRAL**, Ministère des Affaires étrangères et du développement international, Direction des affaires juridiques, Rédacteur à la Sous-Direction des droits de l'Homme ;

- **M. Samuel RICHER**, Ministère des Affaires étrangères et du développement international, Stagiaire à la Sous-Direction des droits de l'Homme et des affaires humanitaires ;

- **M. Manuel DEMOUGEOT**, Directeur de Cabinet du Délégué ministériel à l'hébergement et à l'accès au logement ;

- **Mme Karine GILBERG**, Ministère de la Justice, Chef du Bureau de l'expertise et des questions institutionnelles, Service des Affaires Européennes et Internationales ;

Haut Commissariat aux droits de l'Homme

A l'attention du Comité des Droits de l'Homme

Palais des Nations

1211 GENEVE 10

- **M. Thomas BRIDE**, Ministère de la Justice, Adjoint au Sous-Directeur de l'état-major de sécurité, Direction de l'administration pénitentiaire ;
- **Mme Florence CROIZE**, Ministère de la Justice, Chef du bureau de l'action juridique et du droit pénitentiaire, Sous-Direction des personnes placées sous main de justice, Direction de l'administration pénitentiaire ;
- **M. Francis STOLIAROFF**, Ministère de la Justice ;
- **M. Jean LESSI**, Conseil d'Etat, Maître des requêtes ;
- **Mme Sophie MAUGUIER**, Conseil d'Etat, chargée d'études ;
- **Mme Marie-Christine BAUDURET**, Ministère des Affaires Sociales, Délégation aux affaires européennes et internationales, Chef du bureau international travail et emploi ;
- **M. Pascal FROUDIERE**, Ministère des Affaires Sociales ;
- **Mme Agnès FONTANA**, Ministère des Outre-Mer, Sous-Direction des affaires juridiques et institutionnelles ;
- **M. Thomas ANDRIEU**, Ministère de l'Intérieur ;
- **Mme Johanna BARASZ**, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, Conseillère chargée de l'éducation et de la transmission ;
- **Mme Latifa BENTIRI**, Ministère des Affaires étrangères et du développement international, Direction des affaires juridiques, Mission des Accords et Traités ;
- **M. Jean DE CROONE**, Ministère de l'Intérieur, Adjoint au Directeur de l'Immigration ;
- **M. Jean-Noël LADOIS**, Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ;
- **Mme Hélène PETIT**, Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ;
- **M. Pierre LE GOFF**, Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ;
- **Mme Mathilde PROST**, Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ;
- **M. Tristan LEFORT-MARTINE**, Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

La Mission Permanente de la France auprès des Nations Unies et des Organisations Internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissariat aux droits de l'Homme les assurances de sa très haute considération./.



Genève, le 7 juillet 2015